

## Marché de Fournitures Courantes et Services

Accord-cadre en appel d'offres ouvert  
Articles L2113-6 à L2113-8, 1<sup>er</sup> de l'article R2124-2, R2161-2 à R2161-5  
du Code de la commande publique

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)

### Objet du marché

## ACHEMINEMENT ET FOURNITURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL

### Pouvoir adjudicateur

**Groupement de commandes** dont les membres, prenant part à cette consultation, sont listés en annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre et dont le coordonnateur est le Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL)  
12-14 Rue Blaise Pascal, BP 51314 37013 Tours Cedex 1  
Téléphone : 02 47 31 68 68 - Télécopie : 02 47 05 81 21

Représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DUPONT

**Date limite de remise des offres :**  
**le 23/05/2024, à 12 heures 00, terme de rigueur**

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>3</b>
<b>2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>3</b>
<b>3. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS .....</b>	<b>3</b>
<b>4. CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
4.1. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE.....	3
4.2. DECOMPOSITION EN LOTS OU EN TRANCHES.....	4
4.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	4
4.4. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	4
4.5. COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS .....	4
4.6. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
4.7. VARIANTES ET OFFRES MULTIPLES .....	5
4.8. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
4.9. LANGUE DE LA PROCEDURE ET UNITE MONETAIRE .....	5
4.10. OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD). .....	5
4.11. NOMENCLATURE EUROPEENNE PERTINENTE .....	5
<b>5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
5.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	6
5.2. PRESENTATION DES OFFRES .....	7
5.2.1. Pour le LOT 1 -Acheminement et fourniture de gaz naturel :.....	7
5.2.2. Pour le LOT 2 -Acheminement et fourniture d'électricité : .....	8
<b>6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
6.1. SELECTION DES CANDIDATURES.....	9
6.2. JUGEMENT DES OFFRES .....	10
6.2.1. LOT 1 – Acheminement et fourniture de gaz naturel : .....	10
6.2.2. LOT 2 – Acheminement et fourniture d'électricité : .....	12
6.3. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE :.....	14
<b>7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>14</b>
<b>8. COPIE DE SAUVEGARDE .....</b>	<b>14</b>
<b>9. AUTORISATION DE RECUPERATION DES DONNEES TECHNIQUES ET CONTRACTUELLES ASSOCIEES AUX POINTS DE LIVRAISON .....</b>	<b>15</b>
<b>10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>15</b>
<b>11. RECOURS .....</b>	<b>15</b>
<b>12. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>16</b>

## **1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents afférents ont pour objet l'acheminement et la fourniture d'électricité et de gaz naturel pour les besoins propres de chaque membre, incluant les prestations ci-dessous :

- la fourniture complète en électricité et en gaz naturel des points de livraison des membres du groupement ;
- toutes prestations définies au CCP de l'accord-cadre et tous services associés à la fourniture d'électricité et de gaz naturel ;
- l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution et leurs utilisations (dans le cadre d'un contrat unique) ;
- les prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) rassemblées dans les catalogues de prestations de chaque GRD.

Les titulaires de l'accord-cadre et des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du CCP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel défini à l'article 3.3.1 du CCP.

## **2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu avec les titulaires jusqu'au 31 décembre 2028 inclus à compter de la notification de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

## **3. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS**

La durée d'un marché subséquent ainsi que la période durant laquelle a lieu la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel sont indiquées dans son acte d'engagement.

Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au titulaire et jusqu'au 31 décembre 2028 inclus.

Pour le 1<sup>er</sup> marché subséquent de chaque lot, dans la limite fixée à l'article 4.4 du CCP de l'accord-cadre, les prestations d'acheminement et de fourniture s'exécuteront du 1<sup>er</sup> janvier 2026 inclus ou à une date postérieure fixée pour chaque point de livraison listé en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent (colonne « Date de rattachement »), au 31 décembre 2028 inclus.

## **4. CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION**

### **4.1. Procédure et forme du marché**

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert telle que prévue aux articles au 1<sup>er</sup> de l'article R2124-2 et aux articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures multi-attributaires conforme aux dispositions du 1<sup>er</sup> de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, sans minimum et avec maximum.

L'accord-cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents mono-attributaires dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Compte tenu de son montant, il fait l'objet d'une publication auprès du Journal Officiel de l'Union Européenne, du Bulletin officiel des annonces des marchés publics ainsi que sur le profil acheteur du coordonnateur, en application des dispositions des articles R2131-16 et R2131-17 du Code de la commande publique.

## 4.2. Décomposition en lots ou en tranches

L'accord-cadre est alloté comme suit :

### Acheminement et fourniture de gaz naturel

<b>LOT 1</b>	Acheminement et fourniture de gaz naturel pour les points de livraison sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution GRDF.
--------------	---

### Acheminement et fourniture d'électricité

<b>LOT 2</b>	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3, C4 et C5 sur le périmètre des gestionnaires de réseau de distribution ENEDIS et Synelva (3 points de livraison C4).
--------------	--

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 4.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 4.4. Groupement d'opérateurs économiques

Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.

Pour répondre à la consultation, les candidats pourront choisir de se grouper au sein d'un groupement d'opérateurs économiques. Dans ce cas,

- L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.
- L'acte d'engagement de l'accord-cadre devra être signé :
  - soit par chacun des membres du groupement
  - soit par le mandataire du groupement d'opérateurs économiques dûment habilité (lettre de candidature ou DC 1 signé par tous les membres).

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même lot. Pour un même lot, un même opérateur économique ne peut pas non plus répondre de manière individuelle s'il répond par l'intermédiaire d'un groupement. Si tel était l'un des deux cas, les deux (2) candidatures seront rejetées.

En cas de réponse en groupement, les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

## 4.5. Communication avec les candidats

La communication avec les candidats pendant la durée de la consultation se fera exclusivement de manière électronique. À ce titre, il est demandé aux candidats de renseigner une adresse de courrier électronique consulté régulièrement lors du retrait du dossier de consultation des entreprises sur le profil acheteur.

## 4.6. Modifications de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le délai court au jour de l'envoi des modifications.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

## 4.7. Variantes et offres multiples

Conformément au 1<sup>er</sup> de l'article R2151-8-1<sup>er</sup> du Code de la commande publique, les variantes sont interdites. Une variante consiste en une modification, à l'initiative du candidat, de certaines spécifications décrites dans le dossier de consultation.

Les offres multiples sont interdites. Une offre multiple consiste à faire, en réponse à un ou plusieurs éléments obligatoires constitutifs du lot de l'accord-cadre, plusieurs propositions non prévues au CCP. Le candidat à l'accord cadre, comme le titulaire de l'accord-cadre, ne peut proposer qu'une seule offre par lot.

## 4.8. Conditions d'obtention du dossier de consultation

Le dossier est remis aux candidats à titre gratuit. Le dossier n'est expédié ni par courriel, ni par courrier postal.

Les candidats ont la possibilité de télécharger le dossier de consultation sur le site :

<https://www.achatpublic.com/>.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Cependant, il est vivement conseillé de s'identifier pour être informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

## 4.9. Langue de la procédure et unité monétaire

La langue devant être utilisée dans la présentation de la candidature et de l'offre est le français. Tous les documents doivent être rédigés en français ou faire l'objet d'une traduction en langue française.

L'unité monétaire doit être l'Euro.

## 4.10. Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel (RGPD).

L'exécution et le suivi du marché implique l'utilisation de données personnelles des collaborateurs de chaque partie, dans le cadre de la gestion de projet (communications diverses, organisation des réunions, suivi...) et de la relation commerciale (facturation...). Chaque partie est responsable d'informer son personnel de l'utilisation de ses données personnelles à ce titre. Chaque partie s'engage en outre à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement européen du 27 avril 2016 dit "RGPD" et la loi du 6 janvier 1978 dite "Loi informatique et libertés". Le titulaire est notamment responsable de la conformité de l'espace client mis à disposition au titre du présent marché."

## 4.11. Nomenclature européenne pertinente

Les références à la nomenclature européenne associées à la présente consultation (CPV) sont :

LOT 1	09123000-7 - Gaz Naturel
LOT 2	09310000-5 – Electricité

## 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pli à remettre impérativement par les candidats, dans les formes prescrites ci-dessous, comprend les pièces suivantes dûment renseignées par une personne habilitée à engager la société ou le groupement.

Le pli à remettre par le candidat comprend un dossier de candidature et un dossier d'offres ainsi constitués :

### 5.1. Présentation des candidatures

Dans le cadre de l'analyse des candidatures, les candidats fournissent les documents suivants :

<b>1. Les documents permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :</b>	
Une lettre de candidature présentant le candidat ou le groupement, signée par une personne dûment habilitée pour engager le candidat ou le groupement, ainsi que, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants à signer l'offre.	
LOT 1	L'autorisation de fourniture de gaz naturel prévue aux articles L. 443-1 et suivants du Code de l'énergie.
LOT 2	L'autorisation du candidat d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes prévue à l'article L. 333-1 du code de l'énergie
Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations auxquelles le lot de l'accord-cadre se réfère, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout document équivalent (déclaration appropriée de banque, attestation en responsabilité civile professionnelle...)	
Une liste des principales références réalisées au cours des trois dernières années, indiquant la date, et le destinataire public ou privé. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent (certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise...)	
La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.	
<b>2. Une déclaration sur l'honneur attestée par le candidat, pour justifier :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2341-1 et L2141-6 du Code de la commande publique</li> <li>- Qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.</li> </ul>	

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que ces justificatifs demandés pour l'analyse des candidatures doivent être fournis par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature, fournie en un seul exemplaire.

Afin de simplifier ses démarches, pour les documents énumérés ci-dessous, le candidat a la possibilité de compléter les formulaires édités par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère des Finances, (DC 1 et DC 2), disponibles en libre accès sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, reprenant l'ensemble de ces renseignements.

Le candidat peut aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

## 5.2. Présentation des offres

### 5.2.1. Pour le LOT 1 -Acheminement et fourniture de gaz naturel :

Pour le lot 1, les candidats remettent les documents relatifs à leur offre constituée :

<b>1. De l'acte d'engagement dûment complété et signé.</b>
<b>2. Le cadre de réponse complété (mémoire technique) tel que prévu à l'annexe 2 du présent règlement de la consultation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le mémoire technique expose la manière dont les candidats exécutent l'ensemble de leurs prestations conformément aux dispositions du CCP. Il constitue une pièce contractuelle dans les conditions prévues à l'article 3.3.1 du CCP et, à ce titre, engage les titulaires de l'accord-cadre.</li> <li>- La structuration de ce mémoire technique est indiquée à l'annexe 2 du présent règlement de la consultation (Cadre de réponse) dont les candidats doivent respecter l'ordre et la numérotation des différentes rubriques.</li> <li>- Les différents documents contenus ou annexés au mémoire technique doivent être lisibles (notamment, les exemples de feuillets de gestion annuels, les factures au format A4...).</li> <li>- Pour illustrer la description des fonctionnalités de son outil de suivi en ligne, le candidat fourni des captures d'écran et, si possible, un lien URL permettant de tester son outil.</li> </ul>
<b>3. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre complété selon les modalités suivantes :</b>

- **Prix unitaires de fourniture proportionnels à la consommation :**

Pour chaque année de livraison, les prix unitaires **pg** et **C** suivants exprimés en €/MWh HTT suivants:

<b>pg</b>	Prix unitaire applicable dans le cas de prises de position au prix de clôture du produit Calendar PEG
<b>C</b>	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent

- **Prix associés aux garanties d'origine :**

Pour chaque année de livraison : les prix unitaires associés aux garanties d'origine **P<sub>GO</sub>** proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh HTT.

- **Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE) :**

Pour chaque année de livraison :

- Les prix unitaires associés aux CEE dits « classique » **Prix<sub>CEEClassique</sub>** (hors coefficient multiplicateur d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT ;
- Les prix unitaires associés au CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique **Prix<sub>CEEPrecarite</sub>** (hors coefficients multiplicateurs d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT.

### 5.2.2. Pour le LOT 2 -Acheminement et fourniture d'électricité :

Pour le lot 2, les candidats remettent les documents relatifs à leur offre constituée :

<b>1. De l'acte d'engagement dûment complété et signé.</b>
<b>2. Le cadre de réponse complété (mémoire technique) tel que prévu à l'annexe 2 du présent règlement de la consultation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le mémoire technique expose la manière dont les candidats exécutent l'ensemble de leurs prestations conformément aux dispositions du CCP. Il constitue une pièce contractuelle dans les conditions prévues à l'article 3.3.1 du CCP et, à ce titre, engage les titulaires de l'accord-cadre.</li> <li>- La structuration de ce mémoire technique est indiquée à l'annexe 2 du présent règlement de la consultation (Cadre de réponse) dont les candidats doivent respecter l'ordre et la numérotation des différentes rubriques.</li> <li>- Les différents documents contenus ou annexés au mémoire technique doivent être lisibles (notamment, les exemples de feuillets de gestion annuels, les factures au format A4...).</li> <li>- Pour illustrer la description des fonctionnalités de son outil de suivi en ligne, le candidat fourni des captures d'écran et, si possible, un lien URL permettant de tester son outil.</li> </ul>
<b>3. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre complété selon les modalités suivantes :</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Prix unitaires de fourniture proportionnels à la consommation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour chaque année de livraison et chaque poste horosaisonnier : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les prix unitaires <b>C</b> comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire.</li> <li>○ Les coefficients <b>α</b> et <b>γ</b> suivants, sans dimension et pour chaque segment tarifaire de distribution et chaque poste horosaisonnier :</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>



$\alpha$	Coefficients invariables applicables aux prises de position du produit en base pour un approvisionnement complémentaire au prix de marché
$\gamma$	Coefficients invariables applicables aux prises de position du produit en pointe pour un approvisionnement complémentaire au prix de marché

● **Prix associés au mécanisme de capacité :**

- Pour chaque année de livraison et chaque poste horosaisonnier concerné : les coefficients de capacité ***Coeff<sub>capacité</sub>*** en kW/MWh (hors coefficient de sécurité).

**POUR RAPPEL :** tel que précisé à l'article 5.2.3.2 du CCP, les coefficients de capacité ***Coeff<sub>capacité</sub>*** complétés par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix des marchés subséquents ne peuvent concerner que pour les horosaisons suivantes

Segments tarifaires C5 (base- HP/HC)	- Base - Heures pleines et heures creuses
Segments tarifaires C5 à quatre postes horosaisonniers	- Heures pleines de saison haute - Heures creuses de saison haute
Segments tarifaires C4	- Heures pleines de saison haute - Heures creuses de saison haute
Segments tarifaires C3	- Pointe fixe - Heures pleines de saison haute
Segments tarifaires C2	- Pointe fixe - Heures pleines de saison haute

● **Prix associés aux garanties d'origine :**

Pour chaque année de livraison : les prix unitaires associés aux garanties d'origine ***P<sub>GO</sub>*** proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh HTT.

● **Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE) :**

Pour chaque année de livraison :

- Les prix unitaires associés aux CEE dits « classique » ***Prix<sub>CEEclassique</sub>*** (hors coefficient multiplicateur d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT ;
- Les prix unitaires associés au CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique ***Prix<sub>CEEPrécarité</sub>*** (hors coefficients multiplicateurs d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT.

NB : Le cahier des clauses particulières et ses annexes, à accepter sans aucune modification, ne sont pas à joindre à l'offre.

## 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

### 6.1. Sélection des candidatures

Sont éliminées les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L2141-1 à L2141-11 du Code la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne satisfont pas aux niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Sont également éliminées les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées au présent règlement de consultation en application de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La personne publique décide discrétionnairement de demander des compléments de candidature ou non en application du premier alinéa de l'article R2144-2 du Code de la commande publique.

Le coordonnateur se réserve le droit d'examiner les offres avant les candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la commande publique.

## 6.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans des conditions analogues à celles prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, La personne publique se réserve la possibilité de demander ou non aux soumissionnaires de régulariser leurs offres irrégulières, en application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique.

La commission d'appel d'offres choisit l'offre qu'elle juge la plus avantageuse sur la base de la valeur technique et de la valeur prix au stade de l'accord-cadre. Chacun de ces critères sera noté et pondéré comme suit selon les lots.

### 6.2.1. LOT 1 – Acheminement et fourniture de gaz naturel :

Critères	Notation des critères	Pondération des critères
Valeur technique	100 points	95%
Valeur prix au stade de l'accord-cadre	100 points	5%

Une note globale de l'accord-cadre  $NG_{AC}$  est attribuée à chaque soumissionnaire selon les modalités suivantes :

$NG_{AC} = \frac{(95 \times NT) + (5 \times NP)}{100}$	
Où :	
$NG_{AC}$ désigne la note globale de l'accord-cadre (notée sur 100 points) à chaque soumissionnaire.	

**NT** désigne la note technique (notée sur 100 points) attribuée à chaque soumissionnaire en fonction de la qualité de son mémoire technique complété selon le cadre de réponse figurant en annexe 2 et appréciée selon les critères de jugement suivants :

<b>1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché</b> Processus, modalités de validation du périmètre et informations du coordonnateur	<b>10 points</b>
<b>2. Gestion des données de consommation et de facturation</b> Suivi des consommations, accès aux données, espace client.	<b>10 points</b>
<b>3. Qualité des services de facturation</b> Organisation des moyens, contenu des factures détaillées et groupées, suivi de la facturation, gestion des anomalies et litiges	<b>10 points</b>
<b>4. Performance et qualité de la relation clientèle – Moyens humains</b> Interlocuteurs, accompagnement, gestion des demandes, réunions.	<b>35 points</b>
<b>5. Qualité du service d'optimisation des coûts liés au tarif d'utilisation des réseaux de distribution</b> Méthodologie, échéancier, modalités d'échange avec les membres et pédagogie	<b>10 points</b>
<b>6. Gestion des rattachements et détachement d'un point de livraison</b> Processus, délais et gestion des ordres de service	<b>15 points</b>
<b>7. La qualité de l'organisation du candidat pour l'accompagnement du coordonnateur sur les opérations de couverture par prise de position</b>	<b>10 points</b>

Les détails des éléments évalués de chacun de ces six critères techniques figurent au cadre de réponse (annexe 2 du présent règlement de la consultation).

Une note de l'offre sur 100 points est obtenue pour chaque candidat en additionnant la note de chacun de ces 7 critères.

**NP** désigne la note de prix de l'accord-cadre (notée sur 100 points) attribuée selon la formule suivante :

$$NP = 100 \times \left( \frac{VE \text{ la plus basse}}{VE \text{ proposée}} \right)$$

Où **VE** désigne la valeur économique de l'offre appréciée au regard du montant global figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) déterminé selon les modalités ci-dessous :

La valeur économique de l'offre **VE** figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) est déterminée selon la formule suivante :

$$VE = \sum_{AL=1}^n [(P_{FAL} + P_{CEEAL}) \times Q_{FAL} + (P_{GOAL} \times Q_{GOAL})]$$

Où :

**VE** désigne la valeur économique d'une offre en € TVA comprises et hors autres taxes et contributions et hors coûts liés à l'acheminement.

**AL** désigne chacun des **n** année de livraison.

**P<sub>F</sub>** en €/MWh Le prix unitaire de fourniture de gaz naturel tel que décrit à l'article 5.2.1.3.1 du CCP

**P<sub>CEE</sub>** en €/MWh Le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie déterminé par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2 du CCP

$Q_F$	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence de l'ensemble des points de livraison prenant part à la consultation
$P_{GO}$	en €/MWh	Les prix unitaires associés aux garanties d'origine tels que décrits à l'article 5.2.2 du CCP
$Q_{GO}$	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence des points de livraison auxquels sont associés de certificats de Garantie d'Origine tel que prévu à l'article 5.2.2. du CCP

### 6.2.2. LOT 2 – Acheminement et fourniture d'électricité :

Critères	Notation des critères	Pondération des critères
Valeur technique	100 points	95%
Valeur prix au stade de l'accord-cadre	100 points	5%

Une note globale de l'accord-cadre  $NG_{AC}$  est attribuée à chaque soumissionnaire selon les modalités suivantes :

$NG_{AC} = \frac{(95 \times NT) + (5 \times NP)}{100}$	
Où :	
$NG_{AC}$ désigne la note globale de l'accord-cadre (notée sur 100 points) à chaque soumissionnaire.	
<p><math>NT</math> désigne la note technique (notée sur 100 points) attribuée à chaque soumissionnaire en fonction de la qualité de son mémoire technique complété selon le cadre de réponse figurant en annexe 2 et appréciée selon les critères de jugement suivants :</p>	
<p><b>1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché</b> Processus, modalités de validation du périmètre et informations du coordonnateur</p>	<b>10 points</b>
<p><b>2. Gestion des données de consommation et de facturation</b> Suivi des consommations, accès aux données, espace client.</p>	<b>10 points</b>
<p><b>3. Qualité des services de facturation</b> Organisation des moyens, contenu des factures détaillées et groupées, suivi de la facturation, gestion des anomalies et litiges</p>	<b>10 points</b>
<p><b>4. Performance et qualité de la relation clientèle – Moyens humains</b> Interlocuteurs, accompagnement, gestion des demandes, réunions.</p>	<b>35 points</b>
<p><b>5. Qualité du service d'optimisation des coûts liés au tarif d'utilisation des réseaux de distribution</b> Méthodologie, échéancier, modalités d'échange avec les membres et pédagogie</p>	<b>10 points</b>
<p><b>6. Gestion des rattachements et détachement d'un point de livraison</b> Processus, délais et gestion des ordres de service</p>	<b>15 points</b>
<p><b>7. La qualité de l'organisation du candidat pour l'accompagnement du coordonnateur sur les opérations de couverture par prise de position</b></p>	<b>10 points</b>

Les détails des éléments évalués de chacun de ces six critères techniques figurent au cadre de réponse (annexe 2 du présent règlement de la consultation).

Une note de l'offre sur 100 points est obtenue pour chaque candidat en additionnant la note de chacun de ces 7 critères.

**NP** désigne la note de prix de l'accord-cadre (notée sur 100 points) attribuée selon la formule suivante :

$$NP = 100 \times \left( \frac{VE \text{ la plus basse}}{VE \text{ proposée}} \right)$$

Où **VE** désigne la valeur économique de l'offre appréciée au regard du montant global figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) déterminé selon les modalités ci-dessous :

La valeur économique de l'offre **VE** figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) est déterminée selon la formule suivante :

$VE = \sum_{AL=1}^n \left[ \sum_{h=1}^m [(P_F(h)_{AL} + P_C(h)_{AL}) \times Q_F(h)_{AL}] + (P_{CEE_{AL}} \times Q_{F_{AL}}) + (P_{GO_{AL}} \times Q_{GO_{AL}}) \right]$		
Où :		
<b>VE</b>		désigne la valeur économique d'une offre en € TVA comprises et hors autres taxes et contributions et hors coûts liés à l'acheminement.
<b>h</b>		Désigne chacune des <b>m</b> structures de différenciation (horosaisons) des prix telles que définies aux articles 5.2.1.2 et 5.2.3.1 du CCP.
<b>AL</b>		désigne chacune des <b>n</b> année de livraison.
<b>P<sub>F</sub></b>	en €/MWh	Le prix unitaire de fourniture d'électricité tel que décrit à l'article 5.2.1.3.2 du CCP.
<b>P<sub>C</sub></b>	en €/MWh	Le prix du mécanisme de capacité tel que décrit à l'article 5.2.3.2 du CCP.
<b>P<sub>CEE</sub></b>	en €/MWh	Le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie déterminé par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2 du CCP.
<b>Q<sub>F</sub></b>	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence de l'ensemble des points de livraison prenant part à la consultation
<b>P<sub>GO</sub></b>	en €/MWh	Le prix unitaire associé aux garanties d'origine tel que décrit à l'article 5.2.2 du CCP.
<b>Q<sub>GO</sub></b>	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence des points de livraison auxquels sont associés des certificats de Garantie d'Origine tel que prévu à l'article 5.2.2.2 du CCP.

**IMPORTANT :**

- Pour chacun des lots, seuls les candidats ayant obtenu une note globale de l'accord-cadre pondérée (Note « valeur technique » + note « prix ») supérieure ou égale à 60 pourront être retenus au stade de l'accord-cadre.
- Au stade de l'accord-cadre, la prise en compte de la valeur économique de l'offre vise à tenir compte des obligations imposées par les dispositions de l'article R2152-7 du Code de la commande publique. Les prix définitifs applicables lors de l'exécution des marchés subséquents seront déterminés par les titulaires de l'accord-cadre au stade de la consultation des marchés subséquents.

- Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition, de report...) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le DQE, le bordereau des prix prévaudra et le montant du DQE sera rectifié en conséquence.

### 6.3. Pièces à fournir par le candidat attributaire :

Le candidat retenu devra produire les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique, dans un délai qui sera précisé dans le courrier de demande dédié.

Si le candidat retenu ne produit pas ces pièces dans le délai imparti son offre est rejetée et sa candidature éliminée.

#### **Pour les candidats établis à l'étranger :**

Afin de satisfaire aux obligations fixées à l'article R2143-6 du Code de la commande publique, le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion.

De même, afin de satisfaire aux obligations fixées à l'article R2143-7 du Code de la commande publique, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ou d'établissement. Conformément à l'article R2143-10 du Code de la commande publique, lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Si les documents fournis par un candidat en application des présents articles ne sont pas rédigés en langue française, ces documents seront accompagnés d'une traduction en français.

## 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

**Les réponses des candidats doivent parvenir à destination avant les date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et figurant en page de garde du présent document.**

Il appartient au candidat de prendre les mesures nécessaires pour tenir compte des délais de transmission. Les offres déposées en dehors des délais prescrits ne seront pas prises en considération.

Les candidats doivent impérativement répondre aux consultations par voie électronique sur le site : <https://www.achatpublic.com/>.

Il appartient aux candidats de prendre connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) de la plateforme de dématérialisation en vigueur accessibles sur le site <https://www.achatpublic.com/>.

## 8. COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats ont la possibilité de transmettre UNE COPIE DE SAUVEGARDE sur un support physique électronique (par exemple CD-ROM ou clé USB) largement disponible ou sur papier.

Celle-ci doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible à l'extérieur : "Copie de Sauvegarde". Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission matérielle, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis.

Elle sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Elles doivent être envoyées ou déposées dans une enveloppe cachetée indiquant :

« COPIE DE SAUVEGARDE Ne pas ouvrir – offre pour : « accord-cadre relatif à l'acheminement et fourniture d'électricité et de gaz naturel – Lot n° .... ».

Le pli sera :

- soit expédié par voie postale recommandée avec AR à l'adresse suivante :  
**Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL)**  
**12-14 Rue Blaise Pascal, BP 51314 37013 Tours Cedex 1**
- soit remis directement contre récépissé par le candidat lui-même ou par coursier à l'adresse suivante :  
**Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL)**  
**12-14 Rue Blaise Pascal, BP 51314 37013 Tours Cedex 1**  
Horaires de dépôt  
**8H30 – 12H00 et 14H00 – 17H00**

## **9. AUTORISATION DE RECUPERATION DES DONNEES TECHNIQUES ET CONTRACTUELLES ASSOCIEES AUX POINTS DE LIVRAISON**

Le coordonnateur du groupement de commandes autorise les titulaires d'une autorisation de fourniture de gaz naturel prévue aux articles L. 443-1 et suivants du Code de l'énergie (lot 1) et d'une autorisation d'exercer une activité d'achat d'électricité pour revente aux clients finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes prévue à l'article L. 333-1 du code de l'énergie titulaires (lot 2) à demander et à recevoir communication auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison figurant en annexe 1 du présent règlement de la consultation.

Cette autorisation n'est valable que jusqu'à la date limite de remise des offres figurant en page de garde du présent document.

## **10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

En application de l'article R2132-6 du Code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les candidats sont invités à poser toute question nécessaire à l'établissement de leur offre par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<https://www.achatpublic.com/>.

## **11. RECOURS**

En cas de recours contentieux, la loi française est seule applicable et le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

Tribunal administratif d'Orléans.

28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Téléphone : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Site internet : <http://orleans.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

## 12. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Liste des pièces du dossier de consultation fournies aux candidats :

<b>L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe : liste des membres et des comptables assignataires.</b>	
<b>Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et les annexes suivantes :</b>	
<b>Pour les LOTS 1 ET 2</b>	
<b>Annexe 1.a</b>	Contenu de la facture groupée
<b>Annexe 1.b</b>	Contenu de la facture détaillée
<b>LOT 1 - Acheminement et fourniture de gaz naturel</b>	
<b>Annexe 2</b>	<b>Modèles d'ordres de service :</b>
	Modèle 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
	Modèle 2 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
<b>Annexe 3</b>	<b>Modèle de formulaire de prise de position :</b>
	Modèle 1 : Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt
	Modèle 2 : Demande de prise de position en clôture
<b>LOT 2 - Acheminement et fourniture d'électricité</b>	
<b>Annexe 2</b>	<b>Modèles d'ordres de service :</b>
	Modèle 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
	Modèle 2 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison provisoire
	Modèle 3 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
<b>Annexe 3</b>	<b>Modèles de demande de prise de position :</b>
	Modèle 1 : Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt
	Modèle 2 : Demande de prise de position en clôture
<b>Le présent Règlement de la Consultation et les annexes suivantes pour chaque lot :</b>	
- La liste indicative des points de livraison et des données techniques associées	
- Le cadre de réponse des candidats à l'accord-cadre (mémoire technique)	
<b>Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé, pour chaque lot</b>	